



## Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Proximité, Relations avec les usagers, Complexe funéraire, Chasse et pêche

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS

## **Proximité, Relations avec les usagers, Complexe funéraire, Chasse et pêche - Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault - Convention de partenariat en faveur de la protection territoriale - Autorisation de signature**

Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole a la particularité d'être à la connexion de plusieurs écosystèmes révélant une richesse environnementale exceptionnelle qu'il convient de préserver et de valoriser. En ce sens, la Métropole souhaite être toujours réactive et exemplaire dans les mesures à prendre pour protéger et préserver les espaces naturels et agricoles, la faune et la flore de son territoire.

Sensibilisée par la prolifération de sangliers aux abords des territoires urbains et péri-urbains entraînant une multiplication alarmante de nuisances et des dégâts importants, Montpellier Méditerranée Métropole a initié un partenariat avec la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault en mai 2017. Ce partenariat s'est concrétisé par l'achat de trois cages pièges, pour un coût de 5 040 € TTC. Ces cages pièges sont destinées à capturer les sangliers qui sont en surpopulation, ceci afin de réduire les risques de dégâts qu'ils pourraient occasionner dans le milieu urbain et péri-urbain à forte densité de population. Ainsi, pour ce qui concerne les années 2017 et 2018, 183 sangliers ont été prélevés, uniquement en milieu urbain et périurbain à l'exclusion des zones agricoles. Compte tenu du sexe-ratios, on peut estimer que cela a évité la reproduction de près de 512 sangliers pour la période, sur le territoire de la Métropole. Dès lors, la régulation des sangliers sur le territoire de la métropole frôle les 700 captures.

Sur la base de cette évaluation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre son action et renforcer les mesures de protection de son territoire, en renouvelant son partenariat avec la Fédération Départementale des Chasseurs de l'Hérault et en y associant également l'Association Départementale des Lieutenants de Louveterie de l'Hérault. L'inscription de ces missions, dans la durée et dans le temps, permet non seulement de poursuivre efficacement la préservation de la sécurité publique en milieu urbain et péri-urbain mais aussi de participer à la gestion durable des espaces et des espèces (faune et flore). Il convient en effet de souligner la dangerosité que présente cette population de sangliers en zones urbaines et péri-urbaines notamment en matière de risques de collisions et plus généralement en matière de sécurité publique. Il est nécessaire de pouvoir prendre en considération le comportement de ces animaux sauvages vis à vis de l'homme, plus particulièrement dans le cas de certains individus : un sanglier apeuré, voire blessé, une laie venant de mettre bas ou encore suitée, etc...

La convention de partenariat envisagée aura pour objet de prévoir l'achat de matériel de protections indispensables aux prélèvements (projecteurs, torches, chasubles...) pour un montant de 3 500 € ainsi que des prestations de louveterie pour un montant de 1 500 €. La Louveterie française, fondée en l'an 813, est une institution, reconnue d'utilité publique par décret du 1<sup>er</sup> mai 1926, qui participe au maintien et à gestion durable des espèces sauvages, compatible avec les intérêts agro-sylvo-cynégétiques. Les Lieutenants de Louveterie, agents auxiliaires bénévoles de l'Etat, sont nommés par le préfet et concourent sous son autorité à la régulation et à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts. Les dispositions relatives aux Lieutenants de Louveterie figurent aux articles L.427-1 à L.427-7 du Code de l'environnement.

Cette convention est conclue pour un an et fera l'objet d'une évaluation de résultats à son terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-86315-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet\_Convention\_Parteneriat\_Montpellier\_Mediterr1557502299243.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.